

RCS : MEAUX
Code greffe : 7701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 02020
Numéro SIREN : 853 324 135
Nom ou dénomination : AB investments

Ce dépôt a été enregistré le 26/08/2019 sous le numéro de dépôt 7826



BENOÎT BERTHOU

Expert-comptable
Commissaire aux Comptes

AB INVESTMENTS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 350.000 euros
11 bis/13, rue Gustave Nast
77500 Chelles
En cours de formation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Apport en nature effectué par

Monsieur Alex BUJOLI

à la société AB Investments

Vu

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DE L'APPORT REALISE
MONSIEUR ALEX BUJOLI**

A l'Associé,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associée unique de la Société AB Investments en date du 14 juin 2019 concernant l'apport en nature de 50 parts sociales de la société L'Envol par Monsieur Alex BUJOLI, à la société AB Investments, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L. 225-147 du Code de commerce.

L'apport a été arrêté dans le traité d'apport qui sera annexé aux statuts constitutifs de la société AB Investments. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de cet apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission ; cette doctrine requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport et à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Nous précisons qu'à aucun moment dans notre mission, nous nous sommes trouvés dans l'un des cas visés par les dispositions légales définissant les incompatibilités, interdictions ou déchéances d'exercer les fonctions de commissaires aux apports.

Nous vous prions de trouver ci-après nos constatations et conclusions présentées selon le plan suivant :

1. Exposé sur l'opération projetée
2. Vérifications effectuées et appréciation de la valeur de l'apport
3. Conclusion

1. EXPOSE SUR L'OPERATION PROJETEE

L'opération précitée est liée à la volonté de Monsieur Alex BUJOLI d'apporter 50 parts sociales qu'il détient dans la société L'envol à une société holding, la Société AB Investments.

1.1. Société bénéficiaire de l'apport

La société AB Investments sera une société à responsabilité limitée au capital de trois cent cinquante mille euros (€ 350.000), dont le siège social sera situé 11 bis/13, rue Gustave Nast - 77500 Chelles, en cours de formation.

Son capital social sera divisé en trois cent cinquante (350) parts sociales d'une valeur nominale de mille euro (€ 1.000) chacune, intégralement libérées.

Monsieur Alex BUJOLI est gérant et associé de la société AB Investments.

1.2. Société dont les titres sont apportés

La société L'ENVOL est une société à responsabilité limitée au capital de dix mille euros (€ 10.000), dont le siège social est situé 24, Avenue du Maréchal Foch -77500 Chelles, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 828 850 396.

Son capital social est divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (€ 100) chacune, intégralement libérées.

La société L'ENVOL a pour objet, en France et à l'étranger, l'exploitation de restaurants, ventes à emporter et livraison. Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Monsieur Alex BUJOLI est propriétaire de 50 parts sociales.

1.3. Définition de l'apport

Monsieur Alex BUJOLI apporte à la Société AB Investments sous les garanties ordinaires et de droit cinquante (50) titres de la société L'ENVOL.

La société AB Investments aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du contrat d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Elle sera réputée en avoir la jouissance à de cette même date.

1.4. Méthode d'évaluation de l'apport

La valeur de la société dont les titres sont apportés a été fixée à sept cents mille euros (€ 700.000).

Cette évaluation accorde aux titres apportés une valeur globale de trois cent cinquante mille euros (€ 350.000).

1.5. Mode de rémunération des apports

En rémunération des apports ci-dessus désigné évalué à trois cent cinquante mille euros (€ 350.000), il sera attribué à Monsieur Alex BUJOLI trois cent cinquante parts sociales nouvelles de mille euro (€ 1.000) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la Société AB Investments.

En conséquence, le capital social de la société AB Investments sera augmenté de trois cent cinquante mille euros (€ 350.000).

2. VERIFICATIONS EFFECTUEES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1 Vérifications effectuées

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission, afin :

- de contrôler la réalité de l'apport et d'apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- d'apprécier la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur de l'apport ;
- de nous assurer que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée et de vérifier qu'elle correspond au moins à la somme de la valeur au nominal des parts à créer par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission a pour objet d'éclairer l'Associé unique de la société AB Investments sur la valeur de l'apport. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « due diligence » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc être utilisé dans ce contexte.

Nous avons en particulier effectué les diligences suivantes :

- nous nous sommes entretenus avec les responsables en charge de l'opération, tant pour comprendre l'opération proposée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les modalités comptables et juridiques envisagées ;
- nous avons revu le traité d'apport en nature ;
- nous nous sommes assurés de la propriété des titres apportés de la société L'ENVOL et de leur libre disponibilité ;
- Nous avons pris connaissance de la méthode d'évaluation de l'apport ;
- nous avons obtenu une lettre d'affirmation nous confirmant notamment l'ensemble des données économiques de l'opération.

2.2. Appréciation de la valeur des apports

Les titres apportés ont été évalués sur la base d'une valeur globale de la société L'Envol à sept cents mille euros.

Nous avons effectué notre propre évaluation de la société en appliquant deux méthodes usuellement retenues pour ce type d'opération : une méthode de rentabilité fondée sur un multiple d'Ebitda et une méthode patrimoniale réévaluant le fonds de commerce de la société.

Les valeurs obtenues par ces deux approches sont en accord avec celle retenue par les parties dans le cadre de la présente opération.

3. Conclusion

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport nous sommes d'avis que la valeur de l'apport s'élevant à trois cent cinquante mille euros (€ 350.000) n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'apport en nature est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Paris, le 11 juillet 2019



Le Commissaire aux Apports
Benoît BERTHOU

STATUTS de l'EURL « AB investments »

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur **Alex BUJOLI**, dirigeant de société, demeurant à CHELLES (77500) 11 bis/13 rue Gustave Nast.

Né à NOISY LE SEC (93), le 04 novembre 1993.

Célibataire majeur, non soumis à un pacte civil de solidarité.

De nationalité française, Résident français au sens de la réglementation des changes.

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

CHAPITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par le propriétaire des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une **Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée**, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- La prise de participation dans toute société française ou étrangère, et la gestion active de ces participations en leur fournissant des prestations de services en matière stratégique, financière, commerciale et administrative ;
- La réalisation de prestations mentionnées à l'aliéna qui précède ou au bénéfice d'un tiers, en matière financière, de direction générale et de stratégie, en matière marketing et commerciale ;

Et généralement tous actes et toutes opérations quelconques en tous lieux pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ou en faciliter la réalisation ou le développement, en notamment toute constitution d'hypothèque ou autre sûreté réelle sur les biens sociaux.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : «AB investments».

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée" ou des initiales "EURL" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : CHELLES (77500) 11 bis/13 rue Gustave Nast.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2020.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

Les apports constitutifs du capital social ont été réalisés de la façon suivante :

- **apport en nature de 50 parts de la SARL L'ENVOL 350.000,00 €,**

Objet du traité d'apport en date de ce jour, avec rapport de Mr BERTHOU commissaire aux apports en date du 11 juillet 2019, ci-annexés.

Total des parts formant le capital social de :350.000 ,00 Euros

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : 350.000,00 euros.

Il est divisé en 350 parts de 1.000,00 € chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par l'associé unique et attribuées, à Monsieur BUJOLI les parts n° 1 à 350, associé unique,

Total des parts formant le capital social 350 parts.

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

ARTICLE 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS ET AUTRES

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- *Conjoints, ascendants et descendants.*

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, ou autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,*
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,*

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

- Nomination du premier gérant:

Le fondateur désigne en qualité de gérant, pour une durée indéterminée, à compter de l'immatriculation de la personne morale au RCS de la ville de Meaux, ledit Monsieur Alex BUJOLI, sus-nommé.

La gérance sera, en l'état, non rémunérée.

ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils légaux, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés ; ou de l'associé unique dans le cadre d'une EURL.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

DÉCISIONS COLLECTIVES- cas de l'EURL-

En cas d'associé unique, ce dernier disposera des pouvoirs dévolus aux assemblées dans le cadre d'une société pluripersonnelle.

Il statuera par décision de l'associé unique.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès-verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

ARTICLE 24 - DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,*
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.*

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DÉCISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

CHAPITRE VII

AFFECTATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

CHAPITRE IX

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 32 - POUVOIRS/FISCALITE / Enregistrément.

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Ladite SARL unipersonnelle, en vertu des dispositions du Code Général des Impôts, sera soumise à l'impôt sur les sociétés, au sens des articles 205 et 206-3 et 209 du code général des impôts. ~~Elle~~ s'engage à conserver les habilités (815 I CGI) enregistrément: Gmb3.

Par ailleurs, l'Apporteur détient le contrôle de la Société Bénéficiaire au sens du 2° du III de l'article 150-OB ter du code général des Impôts.

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du report d'imposition des plus-values dégagées en cas d'apport par une personne physique de valeurs mobilières au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel que prévu à l'article 150-OB ter du Code Général des Impôts.

L'Apporteur a connaissance du fait que l'application effective du report d'imposition à la plus-value d'apport est conditionnée par la déclaration de la plus-value en report dans sa déclaration de revenus souscrite au titre de l'année de l'apport.

Par ailleurs, l'Apporteur prend acte du fait qu'en cas de cession, rachat, annulation ou remboursement des titres apportés par la Société Bénéficiaire dans les trois ans suivant l'apport, le report d'imposition de la plus-value d'apport prendra fin si la Société Bénéficiaire ne procède pas à un réinvestissement dans le délai et les conditions prévues par l'article 150-OB ter précité.

*Fait à CHELLES, sur 10 pages,
Le dix-huit juillet 2019*

En 5 exemplaires originaux

Monsieur BUJOLI: « **bon acceptation de mandat de gérant** »

Bon acceptation de mandat de gérant



Gladys SALONDY-RANGOO
Agente des Finances publiques

